

PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ DE MISE EN VALEUR DES FORÊTS DANS LES RÉGIONS TROPICALES

(Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. F. A. O.)

par A. CHOLLET,
Inspecteur Général des Eaux et Forêts

SUMMARY

FIRST MEETING OF THE COMMITTEE FOR THE EXPLOITATION OF FORESTS IN TROPICAL REGIONS

The F. A. O. Committee for the Exploitation of Forests in Tropical regions held its first meeting in Rome from October 18 th. to 20 th. 1967. The following points were touched upon :

1. Itinerant cultivation in tropical forests.
2. The problems of utilization of natural tropical forests.
3. The conversion of moist tropical forest zones into industrial plantations.
4. The development of the utilization and marketing of tropical woods.
5. Investments in tropical forestry industries.
6. The problems of research and training.

RESUMEN

PRIMERA REUNIÓN DEL COMITÉ DE REVALORIZACIÓN DE LOS BOSQUES EN LAS ZONAS TROPICALES

El Comité de la F. A. O. dedicado al estudio de la revalorización de los bosques situados en las zonas tropicales, ha celebrado su primera reunión en Roma, los días 18 al 20 de octubre de 1967. Han sido abordados los puntos siguientes :

1. El cultivo itinerante en los bosques tropicales.
2. Los problemas planteados por la utilización de los bosques tropicales naturales.
3. La conversión en plantaciones industriales de las zonas forestales tropicales húmedas.
4. El desarrollo de la utilización y de la comercialización de las maderas tropicales.
5. Las inversiones en las industrias forestales tropicales.
6. Los problemas de investigación y de formación.

Ce Comité créé à la suite d'un vœu émis par le Congrès Forestier de Madrid de juin 1966 s'est réuni pour la première fois à Rome entre le 18 octobre et le 20 octobre 1967, c'est-à-dire immédiatement avant l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F. A. O.).

Étaient représentés les Etats suivants : AUSTRALIE, BELGIQUE, BIRMANIE, CEYLAN, CONGO-BRAZZAVILLE, CUBA, FRANCE, GABON, INDE, CÔTE-D'IVOIRE, INDONÉSIE, MADAGASCAR, MALAISIE, MALI, PAKISTAN, PHILIPPINES, PORTUGAL, PORTO RICO, THAÏLANDE, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, TCHAD, ROYAUME-UNI, U. S. A., OUGANDA, ZAMBIE.

La délégation française comprenait :

M. A. CHOLLET, Inspecteur Général des Eaux et Forêts au Ministère de l'Agriculture, Chef de Délégation.

M. R. GATINOT, Directeur des Recherches forestières au Centre Technique Forestier Tropical.

Participaient également à la réunion les représentants des Associations et Organismes Internationaux suivants : Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (A. T. I. B. T.), General Agreement on Tariffs and Trade (G. A. T. T., Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) International Union for the Protection of Nature (I. U. P. N., Union internationale pour la protection de la nature) International Union of Forestry Research Organisation (I. U. F. R. O., Union internationale des Instituts de Recherches Forestières, United Nations Conference on Trade and Development (U. N. C. T. A. D., Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement). Soit, au total, 80 participants.

Certains d'entre eux ayant contribué à la fondation du Comité étaient considérés comme membres à part entière, les autres étant observateurs. En fait, aucune discrimination pratique ne s'est heu-

sement manifestée. Le Comité a d'ailleurs en fin de session émis le vœu que tous les observateurs présents soient à l'avenir considérés comme membres et les a invités à inciter leurs gouvernements à en faire la demande.

Le Bureau a été ainsi constitué :

Président : M. TOM GILL (U. S. A).

Vice-Présidents : MM. HARI SINGH (Inde),
TORO (Côte-d'Ivoire), LOPEZ CAMINO (Cuba).

Rapporteur Général : M. CHOLLET (France).

Au cours de la première prise de contact que constituait cette réunion de 1967, la plupart des sujets d'ordre général ont été abordés.

1 — L'INFLUENCE DE LA CULTURE ITINÉRANTE SUR LA FORÊT

Le premier d'entre eux a été sur rapport du Président TOM GILL l'« Influence de la Culture itinérante sur la Forêt ». Il s'agit là, comme l'a dit dans son intervention le chef de la délégation française, d'un sujet malheureusement bien connu des forestiers tropicaux et sur lequel tout ce qui est essentiel a déjà été écrit. Il a tenu toutefois à faire remarquer que contrairement à ce que semblait indiquer le rapport présenté, il n'y avait pas que la F. A. O. et l'I. N. E. A. C. (Institut National pour l'Étude Agronomique du Congo) qui avaient œuvré en cette matière, mais que tous les Instituts de Recherche et les Sociétés d'Intervention Françaises animés par le Fonds d'Aide et de Coopération, avaient des programmes très importants en matière de sédentarisation des cultures. La plupart des représentants d'Afrique francophone ont tenu à apporter leur pleine approbation et M. HARI SINGH délégué de l'Inde a, de son côté, fait remarquer que ce pro-

blème était loin d'être négligé en Extrême-Orient. Une recommandation a été formulée demandant qu'un questionnaire soit envoyé par les pays membres afin de préciser les pertes forestières relevant de la culture itinérante ainsi que les moyens mis en œuvre pour lutter contre ce fléau. Dans le même ordre d'idée, une recommandation originale émanant de la Délégation française a été acceptée. Elle précise qu'en matière d'inventaire forestier, il est recommandé aux pays d'établir des cartes forestières indiquant (en fonction des cultures itinérantes) la durée minimum d'existence prévue pour les massifs forestiers (cartes de danger de défrichement). Ce, bien entendu, en dehors des zones considérées comme devant rester forêts permanentes et qui sont classées comme telles. Une autre recommandation vise à la coordination des efforts entre les divers Instituts de Recherche et les Organismes d'Intervention concernés par ce problème.

2 — TECHNIQUES ET MÉTHODES A EMPLOYER POUR TIRER UN PROJET ÉCONOMIQUE MAXIMUM DES FORÊTS TROPICALES NATURELLES

Le Comité traite ensuite de la forêt naturelle. Sur un excellent rapport de la délégation française

(Centre Technique Forestier Tropical), on a vu se manifester de nombreuses interventions, en particulier francophones. Les représentants de la Côte-d'Ivoire et du Gabon ont été particulièrement actifs. Le rapport a permis d'exposer les travaux réalisés dans les divers pays tropicaux et a mis en particulier l'accent sur la diversité des problèmes qui se posent.

La F. A. O. a proposé d'effectuer une enquête qui chercherait en particulier à préciser les questions qui conditionnent l'aménagement des forêts denses tropicales.

De gauche à droite : M. Hari Singh (Inde),
MM. A. Chollet et R. Catinot (France),
M. N. A. Osara (F. A. O.) M. G. Donts
(Belgique).

Photo Publifoto.





Photo Publifoto.

De gauche à droite : M. J. Groulez (Congo-Brazzaville), MM. A. Chollet et R. Catnot (France), M. J. D. Keita (Mali), MM. W. E. M. Logan et A. F. A. Lamb (Royaume-Uni), M. N. R. Damango (République Centrafricaine)

3 — POSSIBILITÉS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES DE CONVERSION DE ZONES FORESTIÈRES TROPICALES HUMIDES EN PLANTATIONS ARTIFICIELLES

Le problème de la conversion des zones forestières tropicales humides en plantations artificielles à grand rendement a ensuite été longuement évoqué en parlant d'un document fort intéressant émanant de la délégation britannique (M. LAMB). Les avantages et les inconvénients de la méthode Taungya ont été longuement évoqués, ainsi qu'il est de règle quand on parle de plantations artificielles en pays tropical. Là aussi les interventions ont été extrêmement nombreuses, en particulier parmi les délégations francophones qui ont tenu à faire remarquer que si des travaux remarquables ont été réalisés en pays anglophones, les autres régions n'avaient probablement rien à leur envier. La confrontation a été extrêmement intéressante et elle a fait apparaître qu'en beaucoup de cas les points de vue étaient semblables, ce qui montre :

- 1° que peu à peu, une sylviculture tropicale voit le jour,
- 2° que des contacts entre les forestiers de

diverses origines sont indispensables car c'est l'un des moyens les plus sûrs pour faire avancer la science forestière tropicale.

Les recommandations mettent l'accent sur le principe de l'attribution, surtout dans les régions encore peu peuplées, de terres de qualité aux reboisements car le revenu de ces terres peut être alors aussi bon sinon meilleur qu'en cas d'utilisation purement agricole. Elles notent également les grosses difficultés posées par l'approvisionnement en semences forestières et préconisent un élargissement considérable des efforts faits en cette matière par la F. A. O. A noter à ce sujet la proposition faite par la délégation de Cuba lors de la réunion du Comité technique des forêts de consacrer l'équivalent en monnaie cubaine de 1 million de U. S. Dollars pendant 10 ans à la solution de ce problème des graines de choix surtout en ce qui concerne les résineux tropicaux, les Eucalyptus et le Teck.

4 — MESURES PROPOSÉES POUR DÉVELOPPER L'UTILISATION ET LA COMMERCIALISATION DES BOIS TROPICAUX

La commercialisation des bois a fait l'objet d'un document émanant de l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux et présenté par

son président. Il met l'accent sur le fait que la demande de bois tropicaux doit augmenter à un rythme au moins aussi rapide que celui qu'elle

connaît depuis les 10 dernières années et il insiste sur le fait que l'on doit éviter les gaspillages soit à l'exploitation, en utilisant davantage d'essences, soit à l'utilisation. Il préconise aussi l'accélération du reboisement ou de l'enrichissement des forêts. Les diverses interventions sur ce sujet ont surtout porté sur les difficultés auxquelles on se heurte actuellement en ces matières et plus particulière-

ment en ce qui concerne l'utilisation des essences actuellement commercialement inconnues. Elles ont également fait allusion à ce vaste problème qu'est le transport maritime des bois. Les recommandations ont été axées sur toutes ces questions, mais peuvent être un peu considérées comme des vœux pieux car les solutions ne relèvent ni de la F. A. O. ni des Etats producteurs.

5 — PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT DANS LES INDUSTRIES FORESTIÈRES TROPICALES

Un débat a ensuite été lancé sur les perspectives d'investissement dans les industries forestières tropicales avec un rapport F. A. O. comme document de base. Là également les discussions ont été plutôt académiques voire politiques, si l'on s'en rapporte à l'intervention de la délégation cubaine.

Aucune résolution précise n'est d'ailleurs sortie de cette discussion au cours de laquelle la délégation française a fait état des difficultés que l'on rencontre dans l'installation d'industries de fabrication de pâte à papier en Afrique Tropicale.

6 — PROBLÈMES DE RECHERCHE ET DE FORMATION

Les problèmes de Recherche et de Formation en matière de foresterie tropicale ont été ensuite abordés par un exposé de M. SHIRLEY, doyen de l'Université de SYRACUSE (U. S. A.) qui a présidé un comité F. A. O. traitant de l'enseignement forestier dit post-universitaire. Ce rapport ne faisant allusion qu'à des formes d'enseignement anglo-saxonnes, les délégations francophones ont, la délégation française en tête, demandé que la F. A. O. veuille bien se pencher sur la correspondance entre les titres et diplômes anglo-saxons et français, et admettre qu'en pays francophone il existe aussi un enseignement forestier valable. Pour la Recherche, les critiques ont été à peu près du même ordre. Les recommandations insistent d'ailleurs sur le fait que la F. A. O. devrait faire un effort pour que les documents de travail soient, comme cela est réglementaire, remis aux utilisateurs dans les trois langues officielles, ce qui est, il faut bien l'admettre, quelquefois oublié.

En ce qui concerne la périodicité du Comité

Tropical et la procédure opérationnelle, il a été proposé :

1° que les réunions se fassent tous les deux ans à l'occasion de l'Assemblée Générale de la F. A. O. ceci, afin d'éviter des déplacements onéreux,

2° qu'un comité permanent comprenant les membres du bureau, plus les représentants du Venezuela, du Gabon et du Royaume-Uni puisse dans l'intersession préparer la réunion suivante,

3° que des problèmes particuliers servent de thèmes aux réunions futures sans pour cela omettre, bien sûr, de faire le point sur les réalisations obtenues en toutes matières pendant les deux années de l'intersession. Les sujets proposés pourraient être les problèmes particuliers à la savane ou l'utilisation des pins tropicaux en reboisement.

Le Comité a enfin approuvé les conclusions du sous-comité du Teck qui s'est réuni pour la dernière fois le 17 octobre. A noter que le rapport sur le Teck en Afrique avait été établi par le Chef de la Délégation Française.

En résumé : Cette réunion peut être considérée comme un succès tout d'abord par le nombre des participants et leur assiduité qui a été, il faut le dire, exceptionnelle, ensuite parce que les problèmes abordés l'ont été avec un esprit réaliste et avec l'idée de faire le point sans arrière pensée politique ou autre.